

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 477 - 1^{er} septembre 1988 - Prix 2,50 F

DIMANCHE 4 SEPTEMBRE

BRIÈRE
c'est la fête
au **PONT-DE-PAILLE**
à **TRIGNAC**

DE L'OXYGÈNE POUR L'ÉCOLE

La campagne « 40 milliards pour l'École » s'intensifie

La rentrée scolaire est pour l'immense majorité des jeunes et des familles de France un moment d'espérance et de profonde inquiétude.

Espoir dans la mesure où se pose à chaque foyer la question de l'avenir des enfants : le droit de chaque jeune à exercer un vrai métier, à obtenir les qualifications lui permettant d'être de plain-pied dans notre époque.

Inquiétude en raison de : l'ampleur de l'échec scolaire ; le coût de la rentrée insupportable (les communistes proposent le versement d'une prime de rentrée équivalente à un treizième mois d'allocations familiales) ; la dégradation des conditions d'accueil : classes surchargées... places insuffisantes en C.P.

Notre département n'est pas épargné et les enseignants, élèves, parents seront confrontés à de graves difficultés pour cette rentrée.

Face à cette situation qui ne cesse de s'aggraver depuis plusieurs années, les communistes de Loire-Atlantique et leurs élus ne baissent pas les bras, joignant les actes à la parole, et sont à l'origine de nombreuses initiatives : propositions pour la rénovation de la cité scolaire à Saint-Nazaire, actions des maires communistes de Trignac, Montoir, Saint-Joachim pour la construction d'un lycée en Brière.

Efforts constants de Pierre Le Berche, maire de Batz-sur-Mer, sur la question des transports scolaires, etc.

Les moyens financiers existent pour imposer une autre orientation pour l'école.

Il est possible de prélever dès maintenant 40 milliards sur le SURARMEMENT (loi de programmation militaire de 500 milliards de francs en cinq ans votée par le P.S., la droite, le F.N., à l'exception du P.C.F.) pour l'école et la formation.

N'en déplaise à M. Evin, porte-parole du Gouvernement, cette proposition n'a rien de démagogique et n'affecterait en aucun cas la défense du pays.

Les communistes ont fait le choix du plein développement des hommes : pour assurer la gratuité totale : 12 milliards de francs ; 13 000 créations de postes par an : 2 milliards de francs ; le doublement du budget de l'enseignement supérieur : 23 milliards de francs.

Que représentent ces sommes quand cette année, 27 milliards de francs vont être engloutis dans les études et fabrications de nouveaux engins nucléaires !

C'est au service de cet objectif (40 milliards) que se situe l'initiative nationale d'une carte-pétition : « je veux des écoles, pas des bombes », lancée par le P.C.F., pendant les vacances, qui connaît un grand retentissement (déjà, des centaines de signatures recueillies au mois d'août dans le département lors des fêtes du P.C.F. à Batz-sur-Mer et Saint-Brévin, et au cours d'initiatives des communistes) et qui doit prendre plus d'essor encore dans la période de rentrée scolaire.

Bien que Michel Rocard et Lionel Jospin se soient tournés vers d'autres alliances (ouverture à droite) et d'autres choix : d'un côté le surarmement au moment où l'U.R.S.S. et les U.S.A. désarment, et de l'autre, le maintien des budgets d'austérité de Chirac, dans le même temps, le Gouvernement ne peut ignorer les exigences populaires.

Les premiers acquis du profond mécontentement et de l'action des communistes viennent d'être obtenus : l'augmentation de dix milliards du budget de l'Éducation nationale.

Mais nous sommes loin du compte ! D'autant plus que cette

somme va être prélevée sur les crédits utiles.

Rien n'est joué d'avance !

Si des milliers de jeunes, de parents, d'enseignants, de travailleurs d'entreprise, quelle que soit leur opinion politique, font entendre leur voix, leurs exigences ne pourront plus être ignorées. Le Gouvernement devra les satisfaire.

Pour fortifier le rassemblement qui s'annonce, les sections, les cellules et chaque communiste doivent déployer une activité conquérante en multipliant les initiatives

en direction des gens, avec comme temps fort le 6 septembre 1988 à la porte des écoles, collèges et lycées.

Pas une contribution ne sera superflue pour recueillir des milliers de cartes-pétition en Loire-Atlantique, pour la mi-septembre, et la Fédération de Loire-Atlantique invite les lecteurs des « Nouvelles » à y prendre part activement.

Michel GOUTY,
Membre du Comité fédéral
du P.C.F.



AVEC 40 MILLIARDS, ON PEUT

- Ouvrir les classes qui manquent et améliorer l'accueil.
- Recruter des enseignants qualifiés en nombre suffisant.
- Prendre des mesures efficaces contre l'échec scolaire.
- Développer une formation professionnelle moderne.
- Assurer la gratuité de l'enseignement.

Les mots ne suffisent pas, il faut des actes !

— Je réclame que cet argent soit pris sur le budget de surarmement.
— Je réclame une prime de rentrée scolaire d'un montant égal à un mois d'allocation familiale.

NOM :

PRENOM :
SIGNATURE :

M. L. JOSPIN
MINISTRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
110, RUE DE GRENNELLE
75357 PARIS

SOMMAIRE

FÊTE
DE L'HUMA,
comment
s'y rendre

Un lycée
en Brière, ça urge

C'est la Fête
au Pont-de-Paille

p. 2

CANTONALES,
LE VOTE
COMMUNISTE.

Une conférence de
presse de la
Fédération du PCF.
La liste
des 29 candidats
de rassemblement
des forces
de gauche

p. 3

Jean-Louis
LE CORRE,
un élu actif
et efficace

p. 4 et 5

Les services
financiers
de la Poste
intéressent
le privé

La Fête de Rezé

p. 6



LA LOIRE-ATLANTIQUE A LA FÊTE DE L'HUMA

La Fête de l'Huma 1988 s'annonce déjà comme une très très grande fête. Chacun peut contribuer encore à son succès en y participant bien sûr. Des départs auront lieu de Saint-Nazaire, de Pontchâteau, de Nantes... Inscrivez-vous sans attendre auprès des sections et de la Fédération.

Mais la fête se prépare avec sa vignette, réclamez votre bon de soutien à votre CDH, aux communistes. D'ici à la fête, les sections ont rendez-vous chaque lundi soir à la Fédération et, téléphoniquement, le jeudi afin de faire le point de la diffusion.

Les CDH sont invités à faire connaître leurs résultats à leur section.

Cette année, le stand de notre Fédération proposera de nouveaux produits - toujours de la mer - Invitez vos amis à venir les découvrir, ils ne regretteront pas le détour.

DÉPARTS SAMEDI 10 SEPTEMBRE

Saint-Nazaire - 2 heures : Section du P.C.F., 18, rue des Halles (derrière école J.-Jaurès).

Couëron - 2 h 45 : place du Marché.

Nantes - 3 heures : Fédération du P.C.F., 41, rue des Olivettes.

Pontchâteau - 5 heures : s'adresser à René Boutet au 40.45.00.47.

INSCRIPTIONS à la Fédération, 40.89.72.28 ; à la Section de Saint-Nazaire, 40.66.08.48.

**ICI,
ON VOUS
ACCUEILLE
SANS
MONTRER
LES GROCS!**

*Le sourire n'est pas
de rigueur.
Il vient du cœur*

GO CUISINES

ALAIN GREGOIRE
48 Bd VICTOR HUGO
SAINT-NAZAIRE TEL. 40 66 33 64

UN LYCÉE EN BRIÈRE ça urge !

Marc JUSTY, maire de Saint-Joachim, s'adresse à Olivier Guichard, président du Conseil régional

...« Tous les lycées environnants arrivent ou sont à saturation. Plus de 4 000 élèves fréquentent aujourd'hui les lycées nazairiens, avec parfois quarante élèves par classe, comme au lycée "Aristide-Briand". Au lycée "Blanco", 770 élèves s'entassent dans des locaux prévus pour 600.

« En 1981, le lycée de Savenay accueillait 225 élèves ; en 1987, il en a accueilli 606 et plus de 1 000 lycéens sont prévus à la rentrée 1990.

« Le lycée de La Baule accueillait 844 élèves en 1987, mais plus de 1 000 sont prévus pour la rentrée 1989.

« Vous admettez que ce ne sont pas les conditions les meilleures pour que l'on réduise l'échec scolaire et que soient tenus les engagements des différents ministres de l'Éducation nationale afin qu'un nombre important de jeunes obtiennent leur baccalauréat.

« Naturellement, est posé le

problème du financement de ce lycée que la population briéronne attend. Ne croyez-vous pas qu'il serait plus judicieux d'investir dans des constructions scolaires au lieu de dépenser 500 milliards dans les dépenses d'armement.

« C'est ainsi que l'on pourra assurer l'avenir des jeunes et répondre à leur attente et à celle des parents de voir humaniser les structures d'accueil des lycées notamment.

« Outre cet aspect, la réalisation d'un lycée en Brière permettrait de réduire l'absence des jeunes de leur milieu familial, d'atténuer les contraintes des transports qui entraînent de nombreux problèmes tels la fatigue...

« En tant que maire de Saint-Joachim et en collaboration avec mes collègues des communes du secteur de la Brière, je suis prêt à examiner avec vous et vos services tous les problèmes afférant à sa réalisation, à étudier l'importance du projet et de son implantation... »

Le président du Conseil régional atteste du bien fondé de la revendication briéronne, dans sa réponse à Marc JUSTY.

Monsieur le Maire,

Par lettre en date du 28 Juin 1988, vous avez bien voulu appeler mon attention sur la nécessité de construire un Lycée dans le secteur de la Brière, projet justifié par l'exiguïté des capacités d'accueil des Lycées nazairiens au regard de l'augmentation croissante des effectifs de l'enseignement public du second degré.

Conscient de l'acuité du problème que vous évoquez, j'ai pris connaissance avec un intérêt particulier de vos préoccupations. Pour la prochaine rentrée scolaire la Région a pris les dispositions nécessaires pour assurer l'accueil des élèves dans les établissements existants. Des aménagements de locaux au Lycée Jacques Prévert de Savenay, au Lycée Aristide Briand de Saint Nazaire ainsi qu'au Lycée Grand Air de La Baule vont augmenter respectivement les capacités de 360, 680 et 240 places.

Malgré cet effort qui est loin d'être négligeable un examen attentif des flux d'élèves dans ce secteur s'impose afin de déterminer les meilleures options à retenir pour l'avenir qui doivent par ailleurs être compatibles avec les contraintes budgétaires du moment.

En effet, je crois utile de vous préciser qu'au titre de l'exercice 1988, la Région devra prélever environ 141 MF sur ses fonds propres en vue de financer les opérations d'investissement et d'équipement des Lycées publics, soit environ 54 % de la dépense prévisionnelle.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, en mes sentiments les meilleurs.

Olivier GUICHARD

FÊTE DE BRIÈRE

organisée par la section
du P.C.F.

**DIMANCHE
4
SEPTEMBRE**

au

**PONT
DE
PAILLE**

à TRIGNAC

avec le groupe

**DIABOLO
Folk**

Répertoire français,
québécois, américain,
écossais, irlandais,
suédois...

EXPOSITION

d'artistes amateurs
sur le thème
de la Brière

**JEUX - STANDS...
RESTAURATION
ANIMATIONS**

INTERVENTION

de

**Jean-René
TEILLANT**

Secrétaire de la section
de Brière du P.C.F.,
Membre
du Secrétariat fédéral

Sous la présidence de

Jean-Louis LE CORRE

Maire de Trignac

et

Marc JUSTY

Maire de Saint-Joachim

Candidats aux cantonales

LE 25 SEPTEMBRE, LE VOTE COMMUNISTE

C'est la rentrée, les communistes mènent campagne pour leurs candidats de rassemblement des forces de gauche. Une campagne au plus près des préoccupations des gens. Gilles BONTEMPS, secrétaire de la Fédération du P.C.F., l'exprime dans une conférence de presse.*

Après une période de congés marquée à la fois par le renforcement de la politique d'austérité et un développement des luttes des salariés qui ont permis des succès importants, les communistes entendent développer en cette rentrée l'action qu'ils ont engagée pour l'école, l'emploi, les salaires, les libertés, etc. En un mot, il s'agit de poursuivre et d'intensifier nos efforts pour rassembler les gens pour faire avancer les idées de justice, de liberté et de paix.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que les vingt neuf candidats communistes de Loire-Atlantique abordent les élections cantonales des 25 septembre et 2 octobre prochains.

Les chiffres officiels qui sont actuellement publiés le montrent :

— le chômage progresse et tout montre que cela va continuer ;

— un nouveau déficit de la balance commerciale est enregistré en juillet, ce qui n'a rien de surprenant quand le Pouvoir et les patrons continuent de liquider des secteurs industriels entiers.

Quant aux salaires, le Gouvernement, au nom de la lutte contre l'inflation, prétend les maintenir au niveau le plus bas.

Tout cela se traduit par des difficultés plus grandes pour la grande majorité des gens alors que dans le même temps, les profits des grandes sociétés sont au beau fixe.

Voilà à quoi conduit la politique mise en œuvre par le Gouvernement actuel comprenant huit ministres de droite.

Loin de connaître un coup d'arrêt, l'ouverture à droite est fiévreusement programmée et, ces derniers jours, les multiples déclarations à droite comme au Parti socialiste montrent la volonté d'accélérer le mouvement.

Ainsi, les récentes déclarations de Claude Evin, à la presse, le confirment, tout comme ses intentions multiples de se porter candidat dans des municipalités dirigées par un maire communiste, alors qu'à sa portée il y aurait Pornichet ou La Baule,

montrent bien que son objectif n'est pas de s'en prendre à la droite.

Les déclarations de Rocard ce matin à France-Inter le confirment aussi, puisque, dit-il, huit ministres de droite, ce n'est qu'un début. En fait, l'objectif de l'ouverture à droite est clair. Il s'agit d'accélérer la politique d'austérité pour mettre en place le grand marché européen de 1992 voulu par la droite et par le Parti socialiste. Les uns et les autres espèrent ainsi obtenir une soumission, une résignation qui favoriseraient leurs projets.

Le moins que l'on puisse dire est que depuis l'arrivée de Michel Rocard à Matignon, la note à payer se fait plus lourde.

De plus en plus, des gens se rendent à l'évidence qu'il n'est pas possible de faire une politique de gauche en s'alliant avec la droite et nombre d'entre eux s'engagent dans la lutte pour se défendre et pour se faire entendre.

Ce fut le cas en juillet avec la lutte des salariés des Chantiers de l'Atlantique qui a contraint le Gouvernement et la Direction des Chantiers à reculer sur leurs objectifs de casse.

Ce fut aussi le cas en août avec l'action de la C.G.T. et des intérimaires aux Chantiers de l'Atlantique qui, dans le prolongement du conflit d'Alsthom, ont fait céder les plus importantes entreprises d'intérim.

Les communistes soutiennent toutes ces luttes. Ils entendent contribuer à leur développement en rassemblant les intéressés sur les questions de l'emploi, des salaires, de la défense des statuts, des moyens pour l'école, etc.

C'est ainsi qu'ils poursuivent leurs efforts pour faire grandir l'exigence du SMIC à 6 000 F, pour une création d'emplois, pour de meilleures conditions d'existence, notamment en matière de logements, sécurité sociale, etc.

C'est aussi le cas avec la campagne qu'ils ont engagée pour l'école afin d'obtenir 40 milliards pris sur le budget de surarmement. Des centaines de pétitions

déjà signées en Loire-Atlantique et ce n'est qu'un début.

Cette campagne va s'intensifier le jour de la rentrée avec des initiatives dans tout le département. Elle se poursuivra ensuite avec d'importantes actions d'ampleur nationale.

Il en va de même pour la poursuite des actions qui ont été engagées comme à Trignac et à Saint-Joachim, pour faire sortir les centaines de millions qui dorment dans les caisses des ASSÉDIC alors que, dans le même temps, on laisse des gens, dits en fin de droits, dans la misère.

Les salariés peuvent compter, on le voit, sur les communistes pour contribuer au rassemblement pour se défendre et pour que cela change.

Dans cette lutte, pour ouvrir la perspective à une authentique politique de gauche, les cantonales et les municipales seront une occasion de condamner la politique de la droite, de dire non aux choix du Président de la République.

Les salariés peuvent donner plus de force à leurs luttes. Ils peuvent dire haut et fort : nous voulons une véritable politique de gauche. Ils pourront faire grandir ces exigences le 25 septembre 1988 en apportant leurs suffrages aux candidats de rassemblement des forces de gauche présentés par le Parti communiste français dans les vingt neuf cantons renouvelables.

Ils peuvent à cette occasion mettre fin au ron-ron de la cohabitation droite-Parti socialiste à l'Assemblée départementale, en permettant, par leur vote, l'élection de conseillers généraux communistes dont l'expérience a montré l'efficacité.

Voici donc la liste des candidats de rassemblement des forces de gauche présentés par le Parti communiste français.

Nantes,
le 29 août 1988.

* Autour de Gilles Bontemps, Jean-Louis Le Corre, conseiller régional, maire de Trignac ; Joël Busson, membre du Secrétariat fédéral ; Claude Constant, membre du Comité fédéral, assistaient à la conférence de presse.

ELECTIONS CANTONALES
DU 25 SEPTEMBRE

LES CANDIDATS COMMUNISTES

LIGNÉ : Alex RABOUIN, instituteur.

ST-MARS-LA-JAILLE : Jeannine DUSSEAUX, retraitée S.N.C.F.

CHATEAUBRIANT : Olivier LE LIJOUR, instituteur.

MOISDON-LA-RIVIERE : Serge ADRY, syndicaliste.

NOZAY : Jean-Pierre LAMORLETTE, infirmier.

ST-JULIEN-DE-VOUVANTES : Michel ROBERT, ouvrier chez Huard.

ST-NICOLAS-DE-REDON : Fernand BRETON, technicien P.T.T.

BOUAYE : Jean-Yves NICOLAS, technicien aux Services Vétérinaires, syndicaliste.

REZÉ : Jacques GUILBAUD, agent d'assurances, conseiller municipal de Rezé.

LA CHAPELLE-S/ERDRE : Jacques LECŒUR, retraité de l' Arsenal d'Indret.

LEGE : René BIHORE, ajusteur Aérospatiale.

LE PELLERIN : Paul PLANTIVE, ajusteur au Port Autonome, maire-adjoint de la Montagne.

MACHECOUL : Jean-Marie PEDEAU, employé municipal, syndicaliste.

NANTE 2 : Ghislaine LELOUP, institutrice, conseillère municipale de Nantes de 1977 à 1983.

NANTES 4 : Jean-Claude SOPHRONIOU, employé aux P.T.T.

NANTES 6 : Catherine GRAVOILLE, institutrice, conseillère municipale de Nantes de 1977 à 1983.

NANTES 8 : Gaston AUFFRET, syndicaliste, chaudronnier.

NANTES 10 : Pierre CHAMPEAU, cadre S.N.C.F., maire-adjoint de Saint-Sébastien.

ST-HERBLAIN : Luc DENIS, employé Frigécreme, syndicaliste.

VALLET : Danielle POTEL, employée B.N.

VERTOU VIGNOBLE : Jacques ROUSSEAU, éducateur spécialisé, conseiller municipal de Basse-Goulaine.

BOURGNEUF-EN-RETZ : Christian ARNAUD, ouvrier du bâtiment, militant syndical.

GUÉRANDE : René BERTHE, ajusteur, conseiller municipal de Saint-Molf.

LE CROISIC : Pierre LE BERCHE, professeur L.E.P. Saint-Nazaire, maire de Batz-sur-Mer.

MONTOIR-DE-BRETAGNE : J.-Louis LE CORRE, ajusteur, maire de Trignac, conseiller régional.

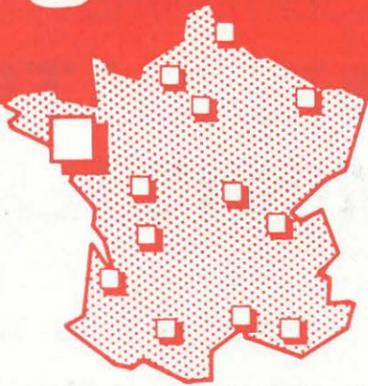
PONTCHATEAU : Marc JUSTY, fraiseur, maire de Saint-Joachim.

ST-GILDAS-DES-BOIS : Jean-Yves MARTIN, professeur.

ST-NAZAIRE : Gérard RASTEL, électricien.

ST-PERE-EN-RETZ : Jean-Luc GUINCHARD, professeur L.E.P. de Paimbœuf.

gifco



GIFCO : Un groupe de sociétés représentées sur toute la France. Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs. GIFCO : le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.

Dans notre région :

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

92, rue Carnot
56100 Lorient
Tel. 97 21 65 71



RASSEMBLER POUR UNE POLITIQUE DE GAUCHE

La section du P.C.F. de Saint-Sébastien

vous invite **SAMEDI 17 SEPTEMBRE**

A partir de 19 heures : apéritif
avec les candidats communistes
aux élections cantonales

SOIRÉE GRILLADES - BAL

Acheter le bon de soutien : 20 F

JEAN

Chacun connaît, le dévoué conseiller régional maire de Trignac Corre.

Intervenant sur des questions qui lui semblent importantes, il compte un nombre important d'intervenants.

Neuf ans consécutifs ont marqué son passage au conseil départemental. Titrant alors « Chacun sous les lambris du général ». Il est retrouvé au moins une fois par semaine, un porte-parole des salariés et

des p anniv

GAGNEZ*

DANS VOS 2 HYPERS

2 RENAULT CINQ "FIVE"

Tirage
le samedi
10 sept. 88

ET 11 MILLIONS DE CTS



(chaque jour 20 bons d'achats de 500 F)

(Bons de participation
à remplir dans vos 2 hypers)

E. LECLERC

De 9h à 20h du lundi
au samedi, sauf ven-
dredi jusqu'à 21h et
samedi jusqu'à 19h30.

Route de La Rochelle REZÉ

JEAN-LOUIS LE CORRE, un élu actif et efficace

... les compétences, l'efficacité du communiste et Jean-Louis Le

Un socialiste de plus ou de moins à l'Hôtel du département ne changerait rien au ron-ron d'une gestion cohabitationniste. Jean-Louis Le Corre retrouvant son siège, de l'air frais secouerait la léthargie de cette assemblée.

DE NOUVELLES INTERVENTIONS DE JEAN-LOUIS LE CORRE

toutes les questions retiennent l'intérêt, libre impressionnisme. Au général, il a été élu à l'Assemblée "Ouest-France" en remplacement de ton... du Conseil... que celui-ci... un élu commun... rôle, un défendeur... leurs familles.

A propos de la fondation Py, le conseiller régional communiste est intervenu auprès du ministre de la Solidarité afin d'appeler son attention sur les difficultés budgétaires que rencontre la fondation par suite de la décision de la Direction

départementale de l'Action sanitaire et sociale de ne pas admettre le prix de journée qui prenne réellement en compte l'action en faveur des malades.

A propos des difficultés que rencontre les producteurs de lapins, J.-L. Le Corre écrit au ministre de l'Agriculture et de la Forêt.

« Depuis quelques mois, la situation des cuniculiculteurs ne fait qu'empirer alors que des investissements importants ont été réalisés par ces agriculteurs spécialisés, le prix payé aux producteurs est souvent inférieur aux coûts de production.

« Pourtant, cette production est

largement déficitaire tant en France que dans la C.E.E. En 1987, la balance commerciale française en viande de lapin est déficitaire de 104 millions de francs, soit l'équivalent importé de 9 000 tonnes.

« D'autre part, les abatteurs avaient souscrit des engagements vis-à-vis des producteurs, qu'ils ont cru bon de mettre en cause unilatéralement.

« Aujourd'hui, l'avenir de cette production agricole est menacé. Les revendications formulées par les cuniculiculteurs sont justifiées. En effet, il n'est pas possible que les abatteurs indexent les contrats

sur le marché de Rungis qui ne représente que 6 000 tonnes par an de lapins français, soit environ 5 % de la production nationale. Cela conduit à indexer les prix du lapin français sur le cours des importations.

« Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous demander, Monsieur le Ministre, de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder et développer cette production déficitaire. La liste des agriculteurs en difficulté est trop importante pour qu'on ne prenne pas en compte les exigences des cuniculiculteurs. »



DU 30 AOUT AU 10 SEPT. 88

ERSAIRE

GARANTIE 5 ANS GRATUITE
sur
GROS ELECTRO-MÉNAGER
TÉLÉVISION
HIFI



• FOIRE AU BOIS

Quelques exemples de prix

BOIS DE CHARPENTE

Qualité sapin du Nord non traité, long. 4,20 m
Chevron 50 x 75, la pièce 31,00
soit le mètre linéaire : 7,38
Planche 32 x 150, la pièce 39,00
soit le mètre linéaire : 9,29
Bastaing 50 x 150, la pièce 58,00
soit le mètre linéaire : 13,80

LAMBRIS

Lambris Sapin du Nord, qualité menuiserie 93 x 9 mm conditionné par paquet de 10 lames, dans les longueurs 2,10 mètres, 2,40 m, 2,70 m, 3 m - le m² 36,80
Lambris Pin des Landes Choix A. L : 2 m, 70 x 10 mm, le paquet de 20 lames, soit 2,80 m² 159,00
soit le m² : 56,79
Aggloméré Standard Panneau 2,75 x 1,83, ép. 16 mm, densité 700 kg/m², le m² 16,30
Dalles Plancher particules chataignier, qualité professionnelle, 2,02 x 0,60 m, ép. 16 mm, le m² 26,00

Contreplaqué intérieur standard - 100 % Okoumé

Panneau 2,50 x 1,22 m, ép. 5 mm, le m² 20,00
Placoplâtre Panneau BA 10, 2,50 x 1,20 m, ép. 10 mm, le panneau 48,40
soit le m² : 16,13
Panneau plâtre - polystyrène, 2,50 x 1,20 m, ép. 10 + 30 mm, le panneau 63,00
soit le m² : 21,00

LIVRAISON POSSIBLE FORFAIT TRANSPORT DANS UN RAYON DE 100 KM : 100 F

• GRANDE FOIRE AUX CHEMISIERS

• FOIRE AUX CUIRS

Blousons, sac à main, pochette homme

• DES MILLIERS DE CHAUSSURES

SPORT, VILLE, PANTOUFLES



Route de Clisson **BASSE GOULAIN**

Lundi au jeudi : 9h à 21h.
Vendredi : 9h à 22h
Samedi : 9h à 20h

FÊTE DE 'RIVE-SUD'

Journal de la section
de Rezé-Bouguenais
du P.C.F.

**SAMEDI
17 SEPTEMBRE 88**

BAL
au Foyer
AEPR - REZÉ
(rue Pierre-Brossolette)

**DIMANCHE
18 SEPTEMBRE 88**

**FÊTE
AU PARC DE
LA HOUSSAIS**
rue M.-Jouaud, à REZÉ

Spectacle
avec
Léal MARTINEZ
Chanteur

MEETING
sous la présidence de
Yann VINCE
Secrétaire de la section
de Rezé-Bouguenais du PCF
avec

J. GUILBAUD
Conseiller municipal
de Rezé

**STANDS
RESTAURATION
LIBRAIRIE**

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Joël BUSSON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.P.P. n° 52 987

RENCONTRES A REZÉ

Les communistes de Rezé organisent régulièrement des points de rencontres avec les gens sur le marché de Pont-Rousseau. Mardi dernier, autour d'un apéritif, ils engageaient le dialogue en invitant particulièrement à signer la carte-pétition sur l'école. Une nouvelle moisson de 54 signatures est venue grossir les premiers résultats d'une campagne qui va se développer dans les prochains jours.

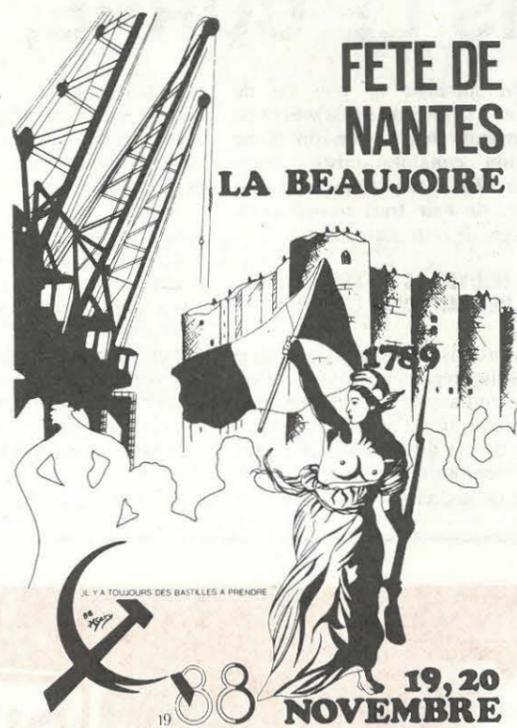
Ces rencontres vont se multiplier notamment avec le candidat de rassemblement des forces de gauche dans le canton de Rezé, Jacques Guilbaud, conseiller municipal, et tous les militants qui s'adressent aux gens sur les questions sensibles : école, pouvoir d'achat, sécurité sociale, logement... appelant en cette rentrée à se défendre, à lutter, à voter communiste le 25 septembre.

UN BADGE POUR CHATEAUBRIANT

Le Comité départemental du Souvenir des Fusillades de Châteaubriant-Nantes prépare activement la commémoration du 23 octobre prochain, à la Sablière.

Un badge vient d'être édité afin de financer les cérémonies et l'entretien du monument. Procurez-vous ce macaron (10 F) auprès du Comité.

Nous apprenons que notre camarade Fernand GRENIER, président de l'Amicale Châteaubriant-Vove, a été victime d'un accident. « Les Nouvelles de Loire-Atlantique » et la Fédération du P.C.F. lui souhaitent un prompt rétablissement.



LA FÊTE DE NANTES se tiendra dans un peu moins de trois mois. Certes, d'ici là, le calendrier des communistes est bien rempli, mais la bataille de la vignette est engagée. Chacun sait qu'il vaut mieux partir à point que courrir. Au rendez-vous des secrétaires de cellules de la section de Nantes, le 30 août, ceux-ci étaient invités à veiller que chaque communiste possède bien son quotate de bons de soutien afin de prendre part sans tarder au succès de la Fête de Nantes, les 19 et 20 novembre, à la Beaujoire.

Plus grande manifestation politique de l'automne, le rassemblement populaire organisé par les communistes nantais aura comme thème, cette année, le bi-centenaire de la Révolution française. Paul Laurent, membre du Bureau politique du P.C.F., y participera.

70 ANS DE CHÈQUES POSTAUX

Les services financiers de la Poste intéressent le privé. Le Gouvernement les attaque sous couvert des décisions de Bruxelles

La construction de l'Europe 92 ou plutôt la mise en place de « la libre circulation des capitaux » va bon train.

L'essentiel de l'activité de la droite comme du Parti socialiste est orienté dans cette direction.

Cela touche tous les domaines. Les P.T.T. sont bien évidemment visés et singulièrement les services financiers.

La volonté affichée de l'Association Française des Banques est de s'approprier le livret « A » des caisses d'épargne.

Les sommes collectées par cette forme d'épargne représentent au total 700 milliards de francs dont 300 milliards rien que pour la Poste (Caisse Nationale d'Épargne).

On comprend mieux, dans ces conditions, cette volonté des banques de casser le monopole actuel.

Les décisions prises le 13 juin par le Conseil des ministres européens vont dans ce sens.

Les conséquences risquent, si le personnel n'y prend garde, d'être immenses.

Tant du point de vue de l'intérêt du service public que pour le personnel lui-même, car, à court terme, ce serait des suppressions massives d'emplois et, à plus long terme, ce cadeau fait aux banques ne pourrait que les encourager à exiger la privatisation pure et simple des services financiers de la Poste comme elles viennent de l'obtenir en Grande-Bretagne.

Mais ces décisions seraient également désastreuses pour le pays tout entier.

Actuellement, en effet, les fonds collectés sur le livret « A » alimentent la Caisse des dépôts et consignations (C.D.C.) qui, elle-même, les utilise pour le financement du logement social ou d'autres dépenses à caractère social en direction des collectivités territoriales.

La rupture de ce système aboutirait inévitablement à une dégradation des conditions de vie de la population et à une augmentation des loyers et des impôts (locaux notamment), pour compenser une partie du financement perdu.

D'ailleurs, le Conseil économique et social du 24 mai de cette même année ne s'est-il pas prononcé, concernant les finances locales, pour « un aménagement à l'échelle européenne ». Les 60 milliards de francs de liquidités et de fonds de roulement que gèrent les collectivités territoriales intéressent les banques.

Les décisions du Conseil économique et social et celle du Conseil des ministres européens vont dans le même sens.

Celui de la gestion, par les banques, de ce formidable pactole que constitue l'épargne populaire.

De plus, il va sans dire que de telles mesures auraient aussi des conséquences sur l'équilibre financier des P.T.T. En effet, la C.N.E. rapporte près de 13 % du budget de la Poste, ce qui provoquerait un déficit immédiat évalué à huit milliards.

Quand on connaît l'endettement des P.T.T. à l'heure actuelle, on mesure à quelles dif-

ficultés serait confrontée notre administration.

En outre, alors que les fonds collectés par les services financiers de la Poste pourraient être utilisés en partie pour le budget des P.T.T. au lieu d'avoir recours à des sociétés de financement et à des emprunts, y compris sur le marché international, les perspectives d'un assainissement financier des P.T.T. seraient éloignées d'autant, et par conséquent la séparation entre la Poste et les Télécommunications facilitée.

Les communistes appellent les personnels des P.T.T. comme les usagers à ne pas laisser faire ces mauvais coups qui se préparent.

Le 10 septembre 1988, la Poste fêtera les soixante-dix ans d'existence des Chèques postaux.

Nous vous proposons, en cette occasion, de dire :

— NON à la privatisation des Chèques postaux ;
— OUI au développement du service public.